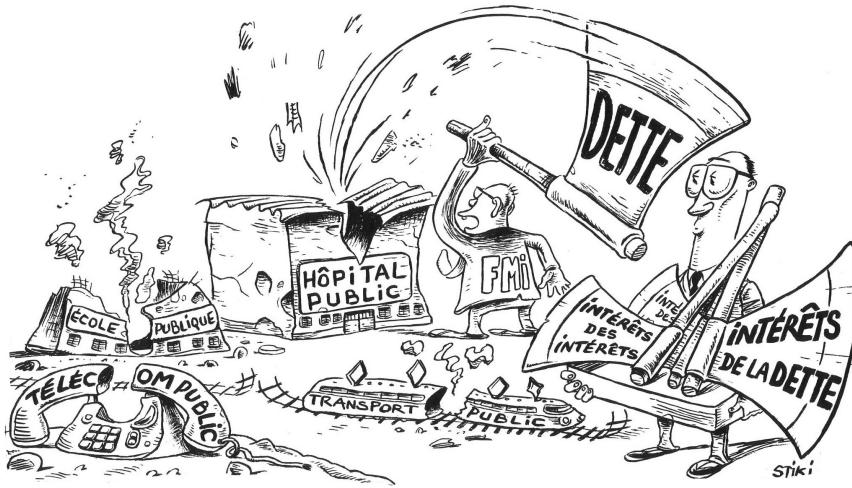


Du Sud au Nord : dette et austérité

La dette... quelles dettes ?



Quelles alternatives ?

Conférence-débat
avec **Eric Toussaint**

président du CADTM Belgique
et **Patrick Saurin**

SUD BPCE

Judi 10 novembre 2011

19h30

Auditorium Maison du département

ruelle Guillemette à Nîmes

Éric Toussaint, est docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), membre de la Commission présidentielle d'audit intégral de la dette (CAIC) de l'Équateur et du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur de nombreux ouvrages.

Patrick Saurin est responsable au syndicat SUD Banques Populaires et Caisses d'Épargne (BPCE)



La dette n'est pas arrivée seule, elle est la conséquence de choix politiques. Ces choix qui visent à livrer les pays à la finance en privatisant les services publics et en détruisant tous les acquis sociaux.

Du 12 au 20 novembre, la "Semaine de la solidarité internationale" permet de faire le lien entre les pays du Sud, qui subissent la dette et les plans d'ajustement structurel depuis plus de 30 ans, et les pays du Nord avec des dettes publiques abusives que les États ne prétendent résorber que par plans d'austérité successifs.

L'audit de la dette est un droit démocratique élémentaire, celui de demander des comptes. C'est un outil pour déterminer la part de la dette qui est illégitime, afin de la répudier. Des pays du Sud ont déjà travaillé à un audit. Leurs expériences, certaines plus abouties que d'autres, nous seront bien utiles.

Appel à la création de collectifs pour l'audit citoyen de la dette publique

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias. Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun. En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique. Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

Signataires : Alternatifs, ATTAC, CADTM France, CGT, Droit au logement (DAL), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Fondation Copernic, Les économistes atterrés, Les marches européennes, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement pour l'éducation populaire (M'PEP), Mouvement Utopia, NPA, Parti de gauche (PG), Réseau éducation populaire (REP), Solidaires national, SUD BPCE.